

# LES RÉSEAUX DE RENSEIGNEMENTS EN CREUSE

*par René CASTILLE*

Traiter des réseaux de la Résistance est une épreuve redoutable. Le terme réseau a une connotation de mystère, d'aventure, de clandestinité, d'espionnage, qu'ont souvent mis en relief le roman et le cinéma. On pense à Mata Hari, à James Bond ou OSS 117.

Au risque de décevoir, je n'évoquerai nulle voluptueuse espionne, ni séduisant James Bond, seulement des faits parfois ordinaires, parfois souriants mais souvent dramatiques, des prises de risques en général raisonnées, des sacrifices librement consentis, des succès et des échecs, avec en toile de fond le bonheur de la Libération, hélas tempéré par les horreurs de la Gestapo et de la Milice, les suicides, les tortures, les exécutions, les déportations.

Le titre donné à ma communication porte sur les réseaux de renseignements. En fait, il y eut plusieurs types de réseaux. Dans les limites du temps imparti, je donnerai seulement un « aperçu sur les réseaux de la Résistance en Creuse ».

Le sujet est en effet fort complexe car les réseaux étaient par nature discrets et ils n'ont souvent laissé que peu de traces. Ils avaient des zones d'activité qui correspondaient rarement aux limites d'un département. Enfin, même si ceux-ci avaient en général une vocation dominante (renseignement ou action), ils étaient fréquemment amenés à des activités mixtes, et avaient souvent des imbrications avec d'autres réseaux, missions ou services, aux objectifs similaires ou complémentaires.

## I - Les réseaux

### A - Essai de définition et de classification

Nos dictionnaires usuels distinguent divers types de réseaux. Dans *le Petit Robert*, nous retiendrons : « Organisation clandestine formée par un certain nombre de personnes en relation directe ou indirecte les unes avec les autres et obéissant aux mêmes directives. Réseaux d'espionnage, de Résistance », avec une citation [optimiste] du général de Gaulle : « Rien de ce qui concerne l'occupant n'échappe à nos réseaux. » *Le Petit Larousse* est moins explicite : « Ensemble de personnes qui sont en liaison en vue d'une action clandestine. » La notion de clandestinité rejoint celle d'espionnage, lequel est par nature secret et vise à se procurer des informations sur l'adversaire dans le but de se prémunir contre ses initiatives, le cas échéant de lui nuire.

La vocation première des réseaux, celle à laquelle on pense en priorité, est le renseignement mais la sécurité même des agents et les conditions dans lesquelles s'exerce leur activité peut conduire à l'action ou à susciter l'assistance de services « Action ». On trouve chez les Britanniques comme chez les Français des réseaux spécialisés et des réseaux mixtes. Simple exemple : le BCRA (Bureau central de renseignements et d'action).

**L'armée française** distinguait avant la défaite le SR (Service de Renseignement) avec des antennes spécialisées : Air, Mer, Terre et le CE (Contre-espionnage, assisté par la Sécurité du territoire. Ultérieurement (Alger) la SM (Sécurité militaire) associait la sécurité proprement dite et le contre-espionnage, pour partie clandestin.

**L'armée allemande** (Wehrmacht) s'appuyait sur l'Abwehr qui fut absorbé en 1941 par le RSHA (SS) ou Service de sécurité du Reich, organisation très complexe dont les sections les plus connues sont le SD (*Sicherheitsdienst*), police de sécurité SS et la Gestapo (*Geheime Staatspolizei*), police secrète de l'État. En France occupée, le général Oberg fut, à partir de 1942, Höherer SS und Polizeiführer in Frankreich.

**Les services britanniques** étaient regroupés au sein de l'Intelligence Service (IS). Ceux des Américains dépendaient de l'OSS. En fait, tous ces services, quelle que soit leur nationalité, avaient des organigrammes complexes pas toujours faciles à interpréter par un profane.

*France* - Ces organisations ont varié au fil du temps :

- 2ème Bureau : EM de l'armée et des grandes unités ;
- SR: Service de Renseignement ;
- CE: Contre-espionnage ;
- ST: Surveillance du territoire (police CE à l'intérieur) ;
- BMA : Bureau menées antinationales ;
- CDM : Camouflage de matériel (par l'armée en 1940) ;
- TR (Travaux ruraux) : CE clandestin

*France libre puis combattante* :

- 2e Bureau ;
- BCRA : Bureau central de renseignements et d'action ;
- DGSS : Direction générale des services spéciaux ;
- DGER : Direction générale des études et recherches. Remplace la DGSS ;
- SOAM : Service des opérations
- BOA : Bureau d'opérations aériennes (zone nord)
- COPA : Centre d'opérations de parachutages et d'atterrissages (zone sud) ;
- SAP : Service d'atterrissages et parachutages. Succède au COPA ;
- CNF : Comité national français, puis
- CFLN : Comité français de libération nationale ;
- DMN : Délégué militaire national (Chaban) ;
- DMZ : Délégué militaire de zone (Polygone pour la zone sud) ;
- DMR : Délégué militaire régional (Ellipse pour la Région 5).

La zone sud était divisée en 6 régions (numérotées de 1 à 6). La zone nord comptait aussi 6 régions, désignées par des lettres : A, B (2 sous-régions), C, D (2 sous-régions), M (2 sous-régions), P (3 sous-régions).

Les DMR avaient pour pseudonymes des noms de figures géométriques : Carré pour R1, Ellipse pour R5, Pyramide pour R6 ; les responsables régionaux des opérations aériennes, des titres ecclésiastiques ou de noblesse (Baron pour la R5) ; les officiers instructeurs parachutés, pour les sabotages notamment, des noms d'outils agricoles (Croc et Sécateur pour la R5) ; les radios parachutés, des noms empruntés à l'antiquité (Parthe et Ruthène pour la R5). A ce jour et à ma connaissance, il ne reste en R5 qu'un survivant: Sécateur (Georges Vaudin).

*Grande-Bretagne* :

- IS : Intelligence Service (ensemble des services secrets) ;
- MI 5 : Contre-espionnage à l'intérieur ;
- MI 6 : Contre-espionnage à l'extérieur ;
- MI 9 : Récupérations et évasions ;
- SOE : Spécial Opérations Exécutive :
- Section F : Opérations en France (dirigée par le colonel Buckmaster),
- Section RF : Relations avec le BCRA ;

- Patriotic School : Centre d'accueil et de contrôle des personnes venant d'Europe occupée.

*Etats-Unis :*

- OSS: Office of Strategic Services (services spéciaux américains).

## **B - Origine, évolution, coopération**

Les réseaux sont nés des nécessités de la guerre, spécialement de l'occupation d'une partie de l'Europe. Ils ont évolué et se sont adaptés au fil du temps. Leur coopération était dans la logique du combat commun.

Les services français de Londres étaient pour partie dépendants des services britanniques, tant pour leurs transmissions que pour les moyens militaires (avions, bateaux, etc.) nécessaires pour le transport des agents. Il en allait de même pour les anciens services français (SR et CE) qui continuaient, clandestinement, à transmettre des informations aux alliés.

La Résistance intérieure eut aussi ses propres services spéciaux : services de renseignements des mouvements puis des regroupements (MUR, AS, FTP, FFI), services spécialisés d'origine professionnelle (SNCF, PTT, Police, etc.) qui travaillaient avec les organisations de Résistance mais aussi avec les services français et alliés. Les réseaux d'origine extérieure (France libre puis combattante, Britanniques et Américains) s'appuyaient sur la Résistance intérieure et recrutaient des agents parmi les résistants.

Il faut aussi savoir qu'Alliance, un des principaux réseaux français opérant en France, fut longtemps rattachée à l'IS (pour cause d'incompatibilité d'humeur entre son créateur, Loustaunau-Lacau, et de Gaulle). Il rejoignit en 1944 le BCRA, tout en continuant ses relations avec FIS. Le réseau recevait ses moyens techniques et subsides directement des services britanniques. Le SOE, en France, recrutait la plupart de ses agents parmi les résistants français. Les uns et les autres avaient souvent recours aux mêmes moyens, spécialement à la Royal Air Force pour les opérations « pick-up » et les parachutages.

## **C - Missions et moyens**

Tous ces réseaux, missions et services alliés avaient un objectif commun : lutter contre l'Allemagne de Hitler. Les réseaux de renseignements généralistes opérant en France s'intéressaient à tout ce qui concernait les forces allemandes terrestres, maritimes et aériennes (unités, emplacement, effectifs, armement, moyens de transport, commandement, état d'esprit, etc.) mais aussi aux activités économiques qui servaient l'effort de guerre de l'Allemagne : agriculture, industrie, main d'œuvre réquisitionnée ou transférée, etc. On sait le rôle joué par certains réseaux dans la destruction de nombreux navires de guerre et sous-marins allemands, de terrains d'aviation, d'usines travaillant pour l'Allemagne.

Aux côtés des réseaux de renseignements généralistes, des réseaux spécialisés avaient des missions nettement définies : contrôle ou surveillance d'un site, préparation d'une opération, etc. Ils pouvaient se dissoudre à l'issue de la mission pour laquelle ils avaient été créés, renaître sous une autre appellation pour une nouvelle mission, voire se fondre dans un autre service.

Les réseaux « Action » avaient, comme leur nom l'indique, mission d'agir sous les formes les plus diverses. Ils assuraient par exemple l'organisation des opérations aériennes (atterrissages et parachutages) mais aussi les sabotages et destructions diverses, la formation des résistants, l'assistance pour des initiatives à risques. Les sabotages dits

stratégiques étaient souvent effectués par des spécialistes parachutés, tels Jarrot (Goujon) pour les écluses de la Saône ou Vaudin (Sécateur) pour le viaduc de Busseau en Creuse.

Ce furent les « services spéciaux », SOE et BCRA notamment, qui assurèrent l'armement de la Résistance en France par parachutages (environ 9 000 tonnes, plus selon d'autres sources).

Les moyens devaient évidemment être adaptés, à défaut s'adapter, aux objectifs et missions. Pour transmettre les informations vers l'Angleterre il fallait, à défaut de lignes téléphoniques (Internet n'existait pas encore) recourir aux seules possibilités du moment : acheminement de courriers via l'Espagne ou par voie maritime clandestine, ce qui n'était ni simple ni rapide, donc inadapté pour les urgences. Les opérations aériennes, clandestines elles aussi, permettaient de transporter du courrier et des agents mais elles ne pouvaient se faire qu'en période de lune et il fallait aussi compter avec le mauvais temps.

C'est donc par radio que furent progressivement acheminés les messages et renseignements urgents. Les postes émetteurs étaient au départ lourds et encombrants, ce qui posait problème pour leur acheminement vers la France et ensuite leur transport vers des lieux d'émission qui devaient changer aussi souvent que possible afin de limiter les risques de repérage par radiogoniométrie.

Les réseaux implantés en France jouèrent aussi un rôle important au moment du débarquement. Le 5 juin 1944 au soir, la BBC diffusa, à l'intention des responsables des régions de la Résistance, 55 messages (7 pour la R5) concernant la mise en oeuvre des « Plans » et 155 messages destinés aux réseaux dont les missions étaient plus spécialisées : rail, télécommunications, zones à contrôler, etc<sup>1</sup>.

Les agents des réseaux, missions et services étaient très exposés et couraient des risques considérables. Les radios étaient particulièrement vulnérables : « La radiogoniométrie allemande faisait d'eux le maillon faible des réseaux. 83 % des opérateurs envoyés en France au deuxième semestre de 1942 furent arrêtés et pour la plupart torturés, exécutés ou déportés »<sup>2</sup>.

## **II - Les réseaux en Creuse**

La Creuse, comme tous les départements, fut couverte par les principaux réseaux dépendant du SOE et du BCRA mais elle eut aussi des services propres relevant de la Résistance intérieure. L'interpénétration des uns et des autres y fut semble t-il exemplaire mais ce n'est certainement pas un cas unique. Question de circonstances, de personnes, de relations entre les hommes.

Alliance et Ajax furent en charge du renseignement. Ils coopérèrent étroitement, entre eux mais aussi avec les services implantés par la Résistance dans diverses administrations pour ses besoins propres. Le SOE fut présent avec deux missions à vocation mixte, renseignement et action, le BCRA par le DMR et ses services : COPA (Parachutages), sabotage. On trouve aussi trace d'un petit réseau d'évasion (Quand-Même), et de contacts des services spéciaux américains avec des personnalités internées à Evaux, notamment Herriot.

On ne saurait oublier l'antenne du CDM (camouflage de matériel de l'armée) dont le responsable national fut le commandant Mollard et le responsable régional le commandant T. En Creuse, le CDM fut sous la responsabilité des quelques gendarmes. Il y eut des armes cachées dans les environs de Saint-Vaury, au sud-est du département dans des propriétés de la famille d'Ussel, un char B 2 dans le nord-ouest puis dans les environs de Châtelus-le-Marcheix. Hélas, ces armes furent en grande partie récupérées par les

Allemands, avec l'accord de Laval, après occupation de la zone sud. Nous avons aussi trouvé trace d'activités TU (Travaux ruraux) organisation de camouflage du CE clandestin.

## **A - Le réseau Alliance**

Ses activités, ses résultats, ses pertes ont fait l'objet d'un ouvrage très complet publié sous le titre *L'Arche de Noe*<sup>3</sup> par Marie-Madeleine Fourcade qui en fut le chef. A l'origine du réseau, dès la fin de 1940, le commandant Loustaunau-Lacau, personnage pittoresque connu pour ses conceptions politiques originales, avait été le condisciple du futur général de Gaulle à l'Ecole de guerre. Il était aussi familier de Pétain qui en fit d'abord un délégué général de la Légion et l'aida ensuite, sans connaître ses véritables intentions, dans ses premières initiatives résistantes, avant de le faire arrêter, condamner et incarcérer. Après avoir séjourné un temps à Evaux-les-Bains, il fut déporté.

Pour les raisons déjà évoquées, Alliance se rattache, en avril 1941, à l'IS qui lui fournit moyens et subsides. Marie-Madeleine Fourcade, devenue chef de réseau après l'arrestation de Navarre (Loustaunau-Lacau), recrute d'abord parmi les officiers, notamment d'aviation, qui n'acceptent pas la défaite et le nouveau régime. Elle étoffe ses équipes avec des spécialistes des diverses activités qui doivent être surveillées : mouvements de troupes, d'avions, de navires de surface et de sous-marins, production des usines travaillant pour l'Allemagne, etc. Alliance connaît de grands succès, très appréciés des Alliés, mais subit à plusieurs reprises des pertes importantes qui désorganisent temporairement le réseau. Le mémorial établi par Marie-Madeleine Fourcade fait état de 430 morts, pour environ 2 000 agents.

### **1- Alliance en Creuse**

A l'origine du mouvement (ou organisation) on trouve le général Cochet<sup>4</sup> et un avocat creusois, Me René Nougès, président de l'Amicale des officiers et sous-officiers de réserve. Par relations et un peu par hasard, Me Nougès rencontre le général Cochet qui, de sa résidence de Chamalières (près de Clermont-Ferrand) « s'active à recruter des personnes susceptibles de contrer la propagande du régime de Vichy » et des « volontaires acceptant de porter sa propagande [personnelle], en fait des documents rédigés par lui et diffusés sous forme de feuillets ronéotypés, accessoirement d'infiltrer les organisations de Vichy ».

Après avoir pris contact avec des camarades de l'association qu'il préside pour connaître leurs sentiments à l'égard du nouveau régime et constaté que certains sont déjà des opposants résolus, Me Nougès recrute parmi les officiers et sous-officiers de réserve mais aussi parmi des notables : avocats, fonctionnaires, commerçants, etc. Il a des relations privilégiées avec le général Bailly, commandant la subdivision, et même avec le préfet de l'époque (Cabouat, que l'on retrouvera ultérieurement dans la 2ème DB). Par le général Cochet, il entre en relations avec les premiers groupes de résistance en Auvergne, notamment « Les Ardents » que dirige le général Lazare. Le 6 octobre 1941, Me Nougès est arrêté par la police et incarcéré à la prison de Clermont-Ferrand. La solidarité de ses relations professionnelles lui vaut une mise en liberté provisoire le 9 janvier 1942.

Le général Cochet a lui aussi été arrêté et libéré presque simultanément. La propagande peut reprendre et s'intensifier. Me Nougès fait de nouvelles recrues, à Guéret, en Creuse, et même hors de Creuse, recherche des points de passage vers l'Espagne par les Pyrénées.

Le général Cochet est à nouveau arrêté et interné à Vals-les-Bains où il a comme voisin de cellule Loustaunau-Lacau. C'est Alliance qui se chargera de le faire évader et assurera son départ vers Londres par les Pyrénées. Suite à cette évasion, Me Nougès

rencontre à Ussel, dans les derniers jours de 1942, Marie-Madeleine Fourcade. Elle note : « Cochet me présente René Nougès, un grand avocat blond au regard clair. Celui-ci se met à ma disposition avec tout son monde et accepte le pseudo de Bleu d'Auvergne » (Tous les agents d'Alliance portent des noms d'animaux).

Ce n'est donc que tardivement qu'Alliance s'implante en Creuse. Les raisons en sont simples : la Creuse rurale et pauvre, est sans intérêt stratégique et économique pour les Allemands<sup>5</sup> ; elle n'en a pas davantage pour les Alliés, et la Résistance n'y est encore qu'embryonnaire.

Le réseau Alliance ne couvre pas encore tout le territoire. Il existe un vide au nord du Massif central et du Limousin (le secteur Centre), lequel se trouve être aussi le nord des Régions 5 et 6 pour la Résistance et pour les EMP de Clermont-Ferrand et Limoges qui, pour les Allemands, couvrent l'Auvergne et le Limousin. Ce sera pour Alliance le secteur « Hôpital ». Il s'étendra ultérieurement vers le sud.

Le secteur Centre, aux contours mal définis, est alors sous l'autorité du général Raynal (Briard), installé à Vichy. Alliance est fortement implanté en Corrèze avec Jean Vinzant (Danois), Joël Lemoigne (Triton) plus spécialement en charge du sous-réseau Sea-Star, Jean Lemoine (Setter), Fernand Alibert (Barbet), etc. Suite à diverses arrestations, André Girard (Pointer) est placé en octobre à la tête d'un secteur qui couvre la Corrèze, la Creuse, l'Indre, la Haute-Vienne. C'est la région des « chiens » avec, pour la Creuse, Bleu d'Auvergne (Nougès), Pataud (Renaud), Bull (Dayras), etc.

Ce découpage paraîtra peut-être bien sommaire aux spécialistes d'Alliance. Il fut en fait plus complexe. Nous avons trace de son évolution au fil du temps dans les dossiers de Me Nougès et l'ouvrage de Pointer<sup>6</sup>. Nous avons aussi reçu récemment, du service de recherches de l'AERI, origine Archives nationales, les photocopies de deux documents non datés, l'un concernant semble-t-il la période 41-42, avec mention de la mission de Bob Lencement, l'autre de la fin de 1943 ou du début de 1944. Les archives d'Alliance, longtemps conservées par Rodriguez auraient été versées au Service historique de l'Armée de terre (SHAT) mais nous ne les avons pas encore consultées.

Au début de 1943, le contexte est devenu plus favorable au développement de la Résistance. Il y a eu successivement, fin 1942, El Alamein et le débarquement en Afrique du Nord puis, le 2 février 1943, la capitulation de Stalingrad. Par contre, avec l'occupation de la zone sud, ex-zone libre, la Gestapo est venue compléter le dispositif répressif de Vichy. Elle s'intéresse tout spécialement à Alliance, parvient à récupérer une liste des principaux agents creusois, établie en vue de leur immatriculation à Londres et, le 26 février 1943, arrête Gustave Tessier à Guéret, Me Maurice Dayras à Aubusson, le Dr Bonnet à Bourgameuf, Robert Dissoubray à Saint-Sébastien. Marcel Poitrenaud à La Chapelle-Baloue échappe de peu à l'arrestation, de même que Me Nougès, absent de son domicile.

Désormais « grillé » en Creuse, il entre en clandestinité dans l'Indre et le Cher. Il laisse à une équipe guérétoise composée de Roland Deroubaix (secrétaire général de la mairie), Emile Pithon (architecte de la ville), Adrien Duris (commerçant) et le jeune Georges Dallier, un sous-secteur qui prend le nom de son chef: Gordon (Deroubaix).

Les missions d'Alliance en Creuse sont celles de tout réseau de renseignements à vocation généraliste : surveillance et information sur tout ce qui peut intéresser les Alliés : les faits et méfaits de Vichy, les réactions de la population, les activités économiques, le trafic routier et celui de la SNCF, la production d'énergie et les lignes électriques à haute tension, la présence allemande et ses initiatives, les troupes séjournant à La Courtine, mais aussi l'organisation progressive de la Résistance. A titre d'exemple, cette carte « renseignée

» du camp de La Courtine, avec affectation des bâtiments, mention des effectifs, lieux et heures de rassemblement.

Le fonctionnement du réseau est bien rôdé: il faut répondre à des questionnaires, constituer des dossiers, regrouper et transmettre les renseignements. Les tâches sont réparties entre ceux qui recherchent l'information, ceux qui l'exploitent et le cas échéant établissent croquis, cartes et plans, ceux qui rédigent les synthèses, ceux qui ramassent les « boîtes aux lettres » et ceux qui acheminent le courrier vers une centrale. A l'automne 1943, la centralisation se fait sur Brive et la transmission via le PC de Paris.

La nature des renseignements demandés par Londres évolue avec le temps et les préparatifs du débarquement. A partir de février 1944, priorité est donnée aux activités militaires et aux productions de guerre (lieux de stationnement des troupes allemandes, effectifs, identification, nom des généraux, numéros de secteur postal, déplacements prévus - programmés à l'avance car il faut prévoir 10 à 20 trains pour transporter une division - etc.), mais aussi aux activités industrielles (fabrication et stockage de moteurs d'avion, production de diverses usines, et à la surveillance renforcée des bases et aérodromes).

En mars 1944, le secteur est à nouveau réorganisé. La Corrèze est confiée à Chiot (Georges Valade), le Lot, le Cantal et l'Aveyron à Cocker (Paul Hummel), l'Indre, le Cher sud, l'Indre-et-Loire sud à Bleu d'Auvergne (René Nougès), la Creuse, la Haute-Vienne, les Deux-Sèvres, la Vendée (mixte : double appartenance), la Vienne à Gordon (Roland Deroubaix) dont le travail est jugé « remarquable ».

Le secteur « Hôpital » ne recevra que tardivement ses propres moyens de transmission radio. C'est seulement le 5 mars 1944 que Pointer est informé d'avoir à recruter deux « pianistes ». Il trouve rapidement, à Brive, deux agents des PTT volontaires : Raoul et Désiré qui, après un rapide complément de formation à Paris, sont opérationnels dès la fin du mois. Les postes n'arriveront qu'un peu plus tard. Ils sont de type « Paraset », modèles miniaturisés fonctionnant à la fois sur secteur et sur batterie 6 volts. Ils ont été baptisés l'un Grieg et l'autre Verdi. Une émission a lieu à La Souterraine le 31 mai avec Grieg mais c'est Verdi qui est affecté à Gordon. D'autres émissions ont lieu à Guéret, du magasin *Aux Dames de France* que dirige Adrien Duris. L'un et l'autre poste ne donneront pas toujours pleine satisfaction et Grieg, un moment transféré à Brive, devra être relayé par un modèle MK II prêté par l'AS.

En Creuse, Alliance est en relations constantes avec les organisations de Résistance et avec le réseau Ajax, d'origine police, dont le chef de secteur est le commissaire des renseignements généraux, Henry Castaing, alias Kaolin (les pseudonymes sont empruntés à des noms de matériaux ou de pièces de céramiques).

Les membres du réseau Alliance sont systématiquement immatriculés à Londres. Il est donc en principe facile d'en retrouver traces dans les archives. En principe seulement car ils ne sont connus que par leur nom, leur prénom et leur date de naissance. Comme pour les résistants, tous ceux qui étaient nés en Creuse n'eurent pas leur activité dans le département et tous ceux qui opérèrent en Creuse n'y étaient pas nés.

Le rapprochement de la liste Gordon et de la liste officielle Alliance laisse subsister quelques interrogations. Il est toutefois possible d'affirmer qu'il y eut en Creuse une quarantaine d'agents d'Alliance : quelques-uns spécifiquement Alliance, les autres ayant eu des activités complémentaires au sein d'autres réseaux ou dans la Résistance locale, parfois les trois.

Leur répartition géographique est manifestement influencée par les potentialités du secteur (en matière d'information) mais aussi par le dynamisme de l'agent à l'origine du

recrutement. Les noyaux les plus importants sont à Guéret, 7 (chef-lieu du département), à La Souterraine, 6 (voie ferrée Paris-LimogesToulouse), Saint-Sébastien - La Chapelle-Baloue, 6 (même voie ferrée), un peu plus à l'est, Dun - Colondannes - SaintGermain-Beaupré, 4 (région d'origine de Nouguès). On trouve des agents plus isolés à Aubusson, La Courtine (camp), Bourganeuf, Auzances, Bénévent, Bonnat, etc. Hors quelques exceptions, les pseudonymes sont connus.

Par profession, dans la mesure où elle a pu être établie, on trouve :

- 5 artisans ou commerçants dont 2 chauffeurs de taxi ;
- 4 fonctionnaires (préfecture, PTT, SNCF) ;
- 4 professions médicales (2 médecins, 1 chirurgien, 1 infirmière) ;
- 3 directeurs d'établissement scolaire ;
- 3 secrétaires de mairie ;
- 2 avocats ;
- 2 architectes ;
- 2 cadres ou assimilés ;
- 2 agriculteurs ;
- 1 huissier ;
- 1 comptable ;
- 1 étudiant.

Aucun, semble-t-il, n'a fait avant ou après de carrière politique hors fonction de maire ou adjoint. Toutes les tendances semblent représentées, du parti communiste à la droite classique, des athées aux bien-pensants (dont un prêtre), avec apparemment deux ou trois francs-maçons. Cinq seront arrêtés et déportés. Quatre seulement reviendront. Le cinquième, Galhin Wrassky, d'origine russe, mourra au camp de Buchenwald. Un sixième, Victor Renaud, sera arrêté à la veille du débarquement, condamné à mort par la Milice et exécuté.

## **2 - Victor RENAUD (Réseau Alliance), héros et martyr**

De nombreux hommages ont été prononcés à l'occasion de ses obsèques puis de l'inauguration de stèles ou plaques à sa mémoire. L'éloge, aussi justifié soit-il - et il l'est en la circonstance - ne doit pas tomber dans la dithyrambe d'opportunité et moins encore se transformer en faire-valoir pour celui qui le prononce car il altère les vrais mérites de celui qu'il veut honorer. Hors les propos émus mais clairvoyants de son fils, ces hommages nous ont peu appris sur la vraie personnalité de Victor Renaud et il appartient à l'histoire de tenter une approche associant l'homme, le résistant et le martyr.

Pour ce faire, nous disposons en complément des paroles prononcées à l'occasion de ses obsèques et, ultérieurement, des outils classiques : textes de Marie-Madeleine Fourcade, de Me Nouguès, d'André Girard, de témoignages d'autres anciens d'Alliance, des messages qu'il a laissés et des acquis sur le fonctionnement du réseau. C'est d'évidence la connaissance de l'homme, de sa personnalité, de ses valeurs, qui permet de comprendre l'engagement du résistant et son martyr.

Très tôt privé de sa mère, il est élevé par deux tantes mais, quelle que soit la tendresse dont il est entouré, l'absence d'une mère est pour tout enfant un traumatisme qui influe sur la formation de sa personnalité. Victor Renaud grandit dans la religion catholique qui sans doute donne un relief particulier aux leçons de morale et de civisme que dispense l'école primaire d'alors. Il a dix ans quand éclate la première guerre mondiale, quatorze quand elle se termine. Il est donc en âge de comprendre les exigences du patriotisme, un mot aujourd'hui désuet mais qui avait alors un sens très fort.



Bien que sensible au pacifisme, Victor Renaud devenu adulte reste patriote et sans doute écrivait-il, comme la plupart de ceux de sa génération, le mot Patrie avec une majuscule. Ce n'est certainement pas le hasard qui a fait de lui un sous-officier. Dans sa vie d'homme, ce n'est sans doute pas par hasard qu'il devient artisan, qu'il « se met à son compte » comme on disait alors. Il choisit d'être son propre patron. Cette décision traduit une volonté d'indépendance mais aussi et peut-être surtout un sens de la responsabilité, une évidente capacité d'entreprendre et une acceptation du risque, en fait un caractère solidement trempé. De surcroît, il est électricien, une profession encore peu répandue. Son installation en Creuse coïncide avec les débuts de l'électrification du département, alimentée par le barrage d'Eguzon. Il s'intéresse aussi à la radio, encore bien rare dans les foyers creusois. C'est donc aussi un homme de son temps qui accepte le progrès et regarde devant lui.

Mobilisé en 1939 comme adjudant du génie, il connaît la « drôle de guerre » puis la défaite et la débâcle. De « sa » guerre on ne sait que peu de choses, si ce n'est qu'il se comporta en homme courageux. Démobilisé, il n'admet pas la défaite et, comme nombre d'autres, il évoque la trahison. Grande est sa colère lorsqu'il trouve, cantonnant dans son propre logis, des officiers français nullement affectés par la situation, gardant dans la sérénité des chars tout neufs, en attendant que les Allemands viennent en prendre livraison. Son indignation traduit son refus d'un armistice qui heurte non seulement son patriotisme mais l'ensemble des valeurs en lesquelles il croit : la dignité de l'homme, le courage, le devoir, le simple bon sens. Il refuse la simple fatalité et le sentiment de culpabilité sur lequel Vichy fonde sa légitimité. Son opposition au régime est à la fois un réflexe et un engagement vis-à-vis de lui-même, de sa conscience, de la conception qu'il a de l'homme et du citoyen.

Cette réaction le porte d'abord vers les jeunes qu'il veut sensibiliser au travers du sport et ainsi les détourner de la propagande vichyste. Il participe aussi, dès la fin de 1940, à la contre-propagande entreprise par le général Cochet et profite des contacts que lui fournit son métier pour dire sans retenue ce qu'il pense, allant même jusqu'à préconiser la grève de l'impôt au prétexte que le gouvernement qui le lève est illégitime.

L'implantation d'Alliance en Creuse, fin 1942, lui fournit un cadre pour libérer plus efficacement son énergie. Il en accepte les contraintes : le rigoureux cloisonnement, la nécessaire disponibilité, la solidarité, mais aussi les risques. Dès février 1943, il s'emploie à alerter ses camarades menacés d'arrestation mais quatre sont pris et déportés. De ses diverses missions, par nature clandestines, il ne reste que peu de traces. On peut toutefois les imaginer, à la lumière de l'organisation, des méthodes et des objectifs du réseau. Il participe à la recherche des renseignements mais aussi à leur collecte. Il est « boîte aux lettres » mais aussi en charge de l'acheminement des courriers vers le ou les centralisateurs, régionaux voire nationaux.

La Gestapo, qui périodiquement lance des coups de filet sur les agents du réseau, l'a repéré et, le 10 octobre 1943, elle cerne son domicile. En vain car il est en mission. En langage réseau il est désormais « grillé », doit être mis « en veilleuse » et en sécurité. C'est ce que lui propose aussitôt Alliance ; départ vers l'Angleterre, offre exceptionnelle qui témoigne de la considération qui lui porte le réseau, à défaut rejoindre sa Bretagne natale. Il refuse, apparemment pour ne pas se séparer des siens. Pressentiment peut-être car son épouse décède en janvier, ce qui rend plus impérieux encore ses devoirs vis-à-vis de son fils. Ce faisant, il n'ignore pas les risques qu'il court et il connaît le sens du terme « grillé ».

On peut imaginer ce que lui coûte cette situation. Pointer, son chef de région, dit l'avoir rencontré par hasard à Limoges le 23 mars 1944 « coiffé d'un chapeau, le nez chaussé de lunettes noires », lui avoir conseillé à nouveau le départ et confirmé l'assistance d'Alliance pour sa famille, mais il refuse toujours. Il ronge son frein et le 28 mai, alors qu'un

détachement du 1er régiment dit de France vient de tuer, près de son domicile, sept maquisards de la 1ère compagnie franche qui convoiaient des armes parachutées dans l'Indre, négligeant toute prudence, il va dire à ces Français portant un uniforme français ce qu'il pense de leur comportement. Ils l'arrêtent et le livrent à la Milice. La Gestapo ne le réclame pas car elle connaît les règles, elle sait qu'un agent « grillé » resté sur place n'a pas pu être « réactivé ». Il est condamné à mort par une cour martiale et fusillé à Limoges le 23 juin.

Victor Renaud est mort courageusement, comme il avait vécu. Dans son ultime message à son fils il évoque « notre belle France », lui dit « mourir pour elle » et lui conseille « d'avoir un idéal »<sup>7</sup>.

## **B - Le réseau Ajax en Creuse**

A notre connaissance, il n'existe pas d'ouvrage traitant des activités d'Ajax. Nous avons seulement trouvé, il y a une dizaine d'années, à l'IHTP, des éléments d'un travail entrepris mais non terminé par Marie Granet, collaboratrice d'Henri Michel au Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale (CH2G).

Nous avons vainement cherché les archives du réseau. Récemment, il nous a été signalé la présence de dossiers aux Archives nationales. Le service « recherches » de l'AERI y a puisé divers documents qui nous ont été communiqués mais nous ignorons toujours le sort des archives d'Achille Péretti qui fut le fondateur et le chef du réseau.

Ajax est en général présenté comme un réseau « police », parfois comme un réseau RG, mais il y eut des policiers dans d'autres réseaux, avant et après la création d'Ajax. En Creuse où il joua un rôle important en 1943 et 1944, son action repose pour l'essentiel sur la personnalité de son animateur, Henry Castaing alias Kaolin. De ceux qui furent immatriculés à Londres, il ne reste à ce jour qu'une seule personne et peu de traces.

Henry Castaing est né en 1895 à Lannemezan, dans les Pyrénées alors Basses, devenues Atlantiques. Ses études secondaires le conduisent à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts car il a des dons évidents et multiples de dessinateur, y compris la caricature. Engagé volontaire en 1914, il sert dans la cavalerie avant d'être réformé. Il se destine au professorat mais se retrouve en 1920 à la Sûreté générale et débute sa carrière professionnelle à Lyon. Après diverses affectations, il est chef de la Sûreté de Seine-et-Oise en 1936, promu commissaire divisionnaire en 1937, affecté à la police de l'air en 1938. Ce n'est donc pas un « flic » au sens classique du terme. La sûreté est son domaine. Son frère est, en 1939, contrôleur général à la DST.

La défaite venue, sa personne et/ou ses activités ne sont pas appréciées par le nouveau régime. Un arrêté du 16 octobre 1940 le relève de ses fonctions en application de la loi du 17 juillet « nonobstant toutes dispositions législatives et réglementaires contraires » dit le texte. Il est « juillettisé » dans la terminologie de l'époque. Comme il a de brillants états de service et des relations à Vichy même, il est nommé quelques mois plus tard, non sans avoir été rétrogradé, commissaire aux Renseignements généraux à Lons-le-Saunier, dans le jura, département coupé par la ligne de démarcation. Ceux qui l'ont connu alors se souviennent surtout de ses activités résistantes. Il s'emploie à procurer des faux papiers à ceux qui en ont besoin : étrangers et pourchassés de toutes origines, juifs notamment. Il « travaille » avec les services de renseignements et réseaux d'évasion belges, luxembourgeois, hollandais, mais aussi avec le SR Air en relations avec les Anglais, et évidemment avec la Résistance, spécialement avec Combat, mouvement alors le mieux implanté dans le département. Sans trop de problèmes jusqu'à un certain jour de décembre 1942, quand la Gestapo désormais installée à Lyon trouve sur un patriote abattu des faux documents en provenance de son service. Il plaide le vol et sa bonne foi, sait être

convaincant, mais l'intendant de police apparemment plus perspicace ou mieux informé, lui donne 48 heures pour « changer d'air ».

Ses relations professionnelles et familiales en poste à Vichy viennent à nouveau à son secours. Il est nommé, le 1- février 1943, commissaire aux RG à Guéret où sévit le préfet Jacques Henry, très répressif. On ne sait rien des relations entre les deux hommes mais curieusement, ce qui est très frustrant pour le chercheur, les rapports des RG au préfet deviennent très laconiques ; il ne se passe apparemment plus rien en Creuse et bientôt ceux du commissaire de police deviennent tout aussi brefs, ne s'intéressent plus qu'à des faits mineurs ou aux activités courantes des occupants.

Une légende, sans doute proche de la vérité, dit que dès sa prise de fonctions, Castaing aurait réuni ses collaborateurs, leur aurait expliqué ce qu'il fait, pourquoi il le fait et... considéré que chacun se doit de faire la même chose. La plupart auraient apprécié, les moins résolus n'auraient pas osé exprimer leurs réserves et tout le monde se serait trouvé, bon gré mal gré, engagé sous la houlette du patron, dans la Résistance. Il n'y eut ultérieurement aucune défaillance mais le chef sait ce qu'il peut demander à chacun. Après les RG, il entreprend de noyauter la police où le commissaire Clauss, d'origine alsacienne, et plusieurs inspecteurs sont par avance convaincus, puis pose des jalons à la gendarmerie et dans diverses administrations, entre en contact avec la Résistance locale. A cette époque, le réseau Ajax est encore embryonnaire, pour l'essentiel lié à la personne de Castaing mais, en juillet, il s'implante en Limousin et Kaolin devient le chef du secteur.

C'est un homme sympathique, souriant, à la poignée de main chaleureuse, qui ajoute à son optimisme naturel et à sa faconde méridionale, un sens tout aussi naturel de l'autorité et une grande capacité de conviction.

Fin juin 1943, le préfet Jacques Henry quitte la Creuse. Il est remplacé par Clément Vasserot sur lequel Castaing a pris des renseignements. Il vient des Alpes-Maritimes, est moins servile que son prédécesseur, plus ouvert à la Résistance. Il prend ses fonctions le 14 juillet 1943. Début septembre, il est immatriculé au réseau Ajax et devient « Granit », sous l'autorité de son subordonné, commissaire aux RG. Quelques mois plus tard, le nouveau secrétaire général de la préfecture, André Vy, adhère à son tour à Ajax.

Castaing fait dans une certaine mesure le travail du NAP départemental, jusqu'ici peu actif, mais bientôt sa tâche se trouve facilitée par la nomination d'un nouveau et dynamique responsable, François, qui devient un peu plus tard chef maquis puis chef des FFI. Fin 1943, la quasi-totalité des services et administrations de la Creuse sont noyautés, y compris la commission de contrôle technique (contrôle postal et téléphonique). Simultanément, il étend son activité sur Limoges et la région, tout en conservant ses antennes d'origine, dans le jura et l'Est. Début 1944, c'est encore lui qui prend les premiers contacts avec des officiers de l'Ecole de la Garde installée à Guéret.

Ajax est en Creuse à la fois service de renseignements et de contre-espionnage. Il informe la Résistance des recherches concernant ses membres et des risques qui menacent ses maquis. Cette assistance est apportée sans distinction à toutes les formations, notamment aux FTP, les plus souvent visés par les opérations des forces de Vichy, surtout en 1944, lorsque Darnand, chef de la Milice, remplace Bousquet et devient secrétaire général au Maintien de l'ordre, avec autorité sur toutes les forces de police, de gendarmerie, de la Garde, des GMR, etc. Lorsque de Vaugelas s'installe à Limoges il constitue des groupes d'intervention mixtes associant en général policiers, gendarmes, miliciens et gardes ou GMR. Les opérations sont préparées dans la plus grande discrétion, mais Castaing a suffisamment d'antennes pour être prévenu au moins la veille. Nous manquons d'informations sur l'organisation de la Résistance au sein de la police de Limoges

mais nous savons que plusieurs cadres et certains de leurs collaborateurs ont payé de leur vie (fusillés ou morts en déportation) leur engagement patriotique.

Les activités « très spéciales » du commissaire au RG de la Creuse n'échappent évidemment pas aux responsables de la Milice et il doit parfois se « mettre en veilleuse ». Celles à « usage externe », en fait le renseignement au profit des services français de Londres et des Alliés, concernent les occupants et Vichy : rapports des préfets, activité économique, état d'esprit des populations, développement de la Résistance, etc. En ces domaines, il travaille en étroite liaison avec Alliance.

La toile tissée par Castaing avec Ajax, ses relations privilégiées avec les responsables de la Résistance font que la Creuse, hors Aubusson, ne connaîtra pas les séries d'arrestations qui frappent les départements voisins. Simple exemple : fin avril, trois individus, deux hommes et une femme, arrivés dans un petit hôtel de Guéret, semblent porter un intérêt particulier au chef départemental des Mouvements unis de Résistance et à un mystérieux personnage repéré dans les environs, en fait un radio parachuté. Aussitôt alertés, le commissaire de police et plusieurs inspecteurs prennent en charge les curieux, le temps nécessaire aux personnes visées et à quelques autres, pour se mettre en sécurité.

« Grillés » par cette intervention, le commissaire et ses collaborateurs entrent à leur tour en clandestinité. Le préfet fait un rapport spécial à Vichy pour signaler la disparition de six fonctionnaires et le procureur requiert « l'ouverture d'une information contre X, au chef d'arrestation illégale et séquestration de personnes (les 6 policiers) en infraction à la loi du 5 juin 1943, suite à la disparition de ces personnels ». Les services de Vichy ne sont cependant pas dupes. Le 10 mai, Laval révoque le préfet Vasserot que surveille et dénonce depuis un certain temps déjà le chef de la Milice ; le commissaire aux RG Castaing échappe de peu à l'arrestation. Il sera remplacé par un collègue venant de Limoges qui est, lui aussi, membre d'Ajax. Au mois de juillet, Kaolin évite à nouveau l'arrestation par le groupement Jesser qui ratisse la Creuse. Il est sauvé par son sang-froid et ses talents de dessinateur.

Nous disposons de trois listes d'agents immatriculés par Ajax pour le secteur Kaolin, dont une communiquée par le service de recherches de l'AERI. Elles correspondent apparemment à trois périodes différentes. La plus complète comporte 48 noms, mais il y eut aussi des agents non immatriculés. Comme la liste d'Alliance, elle ne mentionne que le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance. Quatre agents seulement sont natifs de la Creuse et trois de la Haute-Vienne mais six sont des Alsaciens. Une vingtaine était à l'époque en poste en Creuse, aux RG, au commissariat de police, à la gendarmerie, à la préfecture, etc., dont quatre au moins furent déportés. Le secrétaire général André Vy ne revint pas. Un autre au moins, qui appartenait simultanément à l'ORA, fut tué au combat.

Castaing, nommé préfet de la Creuse, prit ses fonctions le 25 août 1944, le jour même de la libération, à la grande déception de Vasserot, qui avait été rappelé en fonction le 7 juin après la première mais brève libération de Guéret. Ses bonnes relations avec les chefs de la Résistance et son autorité souriante contribuèrent à ce que la Creuse ne connut pas les dérives qui affectèrent d'autres départements.

Le commissaire de la République fit de lui un portrait que ratifient ceux qui ont bien connu Castaing : « Esprit de décision et d'autorité. Son bon-garçonisme naturel et son penchant pour la familiarité sont la caractéristique essentielle de sa manière. » Il fut ensuite préfet de l'Allier avant d'être nommé directeur de la Police judiciaire. Dans son dossier, au ministère de l'Intérieur, nous avons, en complément de ses décorations françaises, trouvé mention de diverses décorations étrangères et de messages de reconnaissance de personnes qu'il avait aidées, juifs entre autres. Elles portent témoignage de ses multiples activités résistantes.

## **C - Les réseaux externes : SOE et Action (BCRA)**

Leur activité s'inscrit dans le cadre des directives des services centraux de Londres.

### **1- Le SOE en Creuse**

Il est relativement peu présent dans le département. La mission « Stationner », dirigée par le major Southgate, qui réalisa le premier parachutage d'armes en avril 1943 au profit des FTP de la Creuse, était à l'époque basée dans l'Indre. Elle a sans doute fait à la fois du renseignement et de l'action. Southgate fut arrêté au début de 1944 et déporté.

Fin avril 1944 arrive à Fresselines, dans le nord de la Creuse, une autre mission SOE, dirigée par le major Percy Mayer (commandant Edouard) assisté de son frère Richard et de Patricia O'Sullivan (Micheline), officier radio. Ils ont été parachutés en mars près de Saint-Céré pour assister le colonel Vény, mais la Gestapo les contraint à se réfugier dans l'Indre et en Creuse. Edouard se fixe auprès du chef du secteur AS couvrant le nord du département. Richard reste dans l'Indre. Ils recevront en juillet le renfort du lieutenant écossais Patrick Alexander Campbell (Alexandre), en août celles du lieutenant américain William J. Morgan (François) et du lieutenant anglais Donald Cameron (André). La mission informe évidemment Londres sur la situation locale mais elle a surtout une vocation d'armement par parachutages et d'assistance aux FFI.

### **2 - Le service « Action » du BCRA**

Nous n'avons pas trace en Creuse de la mission de Kini (Schmidt) détaché en juin 1942 par Jean Moulin auprès du mouvement Libération puis affecté à partir de novembre, au titre du Service des opérations aériennes et maritimes (SOAM), auprès des régions 5 et 6, ni de Pair (Grout de Beaufort) qui lui succéda en avril 1943. Les premiers contacts du COPA avec la Creuse semblent avoir été amorcés sous l'autorité de Laplace (commandant Deglise-Fabre), enlevé par Lysander en juillet et ramené en septembre. Arrêté par la Gestapo à Limoges fin octobre, il se suicida en avalant sa pilule de cyanure. Deux de ses collaborateurs au moins furent déportés mais, là encore, nous avons besoin de l'assistance de la Haute-Vienne pour éclairer les faits. Après un court flottement, le service amorce, fin décembre, sa réorganisation et s'implante en Creuse, par Gérard Marquis (Rivière), responsable pour la zone sud, serait venu à Guéret ou dans les environs, au tout début de 1944.

Avec l'arrivée du DMR (Ellipse), fin janvier 44, précédée de celle de Baron (Hennebert) comme responsable des opérations aériennes (COPA), suivie de celle de deux officiers instructeurs, Croc (Georges Héritier) et Sécateur (Georges Vaudin), et de deux radios, Parthe (Le Négus) et Ruthène (Dédé), se constitue la nouvelle structure des services « Action » en R5. Les missions sont celles que prévoient les fonctions. Le DMR a des responsabilités en matière d'organisation et d'assistance, ce qui ne lui interdit pas de transmettre des renseignements sur la situation dans sa région comme le montrent ses câbles. Il coordonne l'action de ses collaborateurs pour les parachutages et les sabotages, s'efforce de faire de même avec les chefs de la Résistance, ce qui ne va pas toujours sans difficultés.

En avril, une partie de l'équipe COPA en poste à Limoges est arrêtée mais Baron (Hennebert) et Croc (Héritier) parviennent, avec une secrétaire, à s'évader de la voiture de la Gestapo lors d'un transfert. Plusieurs autres agents, arrêtés au même moment, n'eurent pas la même opportunité et furent déportés.

Les réseaux « Action » ont connu des pertes importantes ; celles des radios, souvent repérés par radiogoniométrie lors de leurs émissions, ont atteint ou dépassé à certaines

périodes 80 %. Quelques agents arrêtés furent « retournés » mais, dans leur grande majorité, ils furent torturés, déportés ou fusillés. La consigne était de gagner du temps pour permettre aux camarades de se mettre en sécurité, de tenir sans parler ou en racontant des faits demandant vérification, pendant au moins 24 heures, si possible 48 heures. Ceux qui étaient passés par l'Angleterre étaient tous porteurs d'une pastille de cyanure et beaucoup l'ont utilisée, tel Deglise-Fabre en R5. Les agents recrutés sur place étaient informés des risques encourus lors de leur engagement : « Si tu tiens trois mois, ce sera bien. Au-delà ce sera du rab. »

Pour apprécier l'importance des réseaux « externes », il suffit de consulter l'ouvrage récemment réédité du colonel Passy : *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, présentés par J. L. Crémieux-Brilhac<sup>8</sup> : « *Dans cette guerre secrète, tout est loin d'avoir été dit. 819 agents parachutés d'Angleterre en France et 125 d'Afrique du Nord pour le compte des différents services alliés ; 227 atterrissages clandestins ayant permis de déposer 443 passagers et d'en ramener 635 en Angleterre dont la moitié pour le compte du BCRA, 299 agents débarqués et 883 personnes embarquées sur nos côtes par bateaux de pêche, felouques, vedettes et sous-marins. Si l'on y ajoute les passages par les Pyrénées, ce sont plus de quinze cents agents ou missionnaires qui, dans les deux sens, ont transité entre le monde libre et la France.* »

Ces chiffres associent Français et Alliés. Il faut compter une bonne moitié de Français. On ne connaît pas le nombre des agents des réseaux, immatriculés ou non, qui ont été recrutés en France sans être passés par l'Angleterre mais ils furent certainement des milliers. On ne connaît pas davantage le nombre des morts ou déportés mais dans l'ouvrage cité on peut lire : « *On sait - on ne le disait pas - qu'aux pires moments, la survie d'un opérateur radio ne dépassait pas six mois. [...] L'amélioration et la très relative miniaturisation des postes émetteurs ne suffisait pas à rendre moins vulnérables les opérateurs, héros obscurs d'une guerre sans merci. La radiogoniométrie allemande faisait d'eux les maillons faibles des réseaux. 83 % des opérateurs envoyés en France au deuxième semestre de 1942 auront été arrêtés et pour la plupart torturés, exécutés ou déportés.* »

A cet hommage aux agents des réseaux, il faut ajouter celui dû à ceux qui les transportaient, tout spécialement les pilotes en charge des opérations « pick-up » et des parachutages. Nous avons accueilli récemment en Creuse le colonel Verity qui commanda l'escadrille 161 et transporta divers agents ayant opéré en R5 et le capitaine Tattersal qui appartenait à l'escadrille des parachutages. Ces unités, spécialement celles des Lysanders et Hudson qui atterrissaient par tous les temps, sur des terrains de fortune, ont connu des pertes importantes.

Plus tard, sont arrivées les missions interalliées Jedburgh ; pour la Creuse, Bergamote parachutée dans la nuit du 27 au 28 juin. Elle comprenait le commandant français Rewez (Jacques Robert, chef de mission), deux officiers britanniques les majors Blomfield et Forster, un officier américain le major Shannon et deux radios, l'un Français et l'autre Anglais. Les dossiers d'information qui accompagnaient son ordre de mission étaient très complets et dépassaient sur certains points nos propres connaissances. Ils étaient la synthèse de tout ce qui avait été rassemblé et exploité à Londres en provenance des divers réseaux.

## **D - Les réseaux internes (professionnels et SR résistance)**

Ils étaient souvent complémentaires entre eux, en liaison avec les réseaux ou services rattachés à Londres.

### **1- Les réseaux « professionnels »**

Nous avons évoqué le réseau Ajax qui, par son recrutement et ses missions, déborde le cadre strictement police, participe au NAP, travaille en liaison avec Alliance et la Résistance.

Le réseau « Fer » ou « NAP Fer » a sa propre organisation et ses propres missions mais, en Creuse, il est aussi en liaison avec Alliance et avec la Résistance. Les sabotages de voies ne peuvent être réussis sans dommage pour les voyageurs et les conducteurs de locomotives que s'ils sont préparés avec le concours des cheminots. Le « Plan Vert », de conception spécifique, fut mis en oeuvre avec le concours des formations armées de la Résistance.

Le cas des PTT (Postes, Télégraphe et Téléphone) est, en Creuse, plus complexe. Le « Plan Violet », qui visait au sabotage des lignes souterraines à grande distance au moment du débarquement, fut préparé à l'échelon régional par l'ingénieur Arnold Hanff (beau-frère de l'historien Marc Bloch) qui fut arrêté et fusillé par les Allemands, sa femme déportée.

En Creuse, l'organisation nationale « Résistance PTT » ne s'implanta que tardivement mais il y eut une résistance active au sein des PTT, liée à la Résistance locale et au réseau Ajax. A titre d'exemple, le noyautage de la commission de contrôle technique (postal) ne pouvait être pleinement efficace que s'il existait confiance et collaboration entre les agents noyautés et les postiers, tout spécialement les facteurs qui desservaient la kommandantur, la Milice et quelques autres services. Ce fut le cas à partir de fin 1943. Le contrôle téléphonique au profit de la Résistance et d'Ajax était beaucoup plus efficace à Guéret que celui des agents non noyautés de la commission. Dans d'autres centraux, notamment à Bourgneuf et La Souterraine, se pratiquait aussi l'écoute des collaborateurs et suspects. De leur côté, des postiers de tous rangs surveillaient et interceptaient, dans de nombreuses localités, le courrier reçu par certains collaborateurs ou adressé aux Allemands et à la Milice.

## **2 - Les services de renseignements de la Résistance**

En Creuse, l'organisation fut longtemps très informelle. Les responsables de la Résistance s'appuyaient sur l'existant : Alliance, Ajax, les « professionnels », les services directement noyautés, etc., mais l'indispensable cloisonnement ne facilitait pas toujours les choses. Le chef départemental des MUR était seul à assurer le contact direct avec le préfet. François, responsable NAP et chef maquis, pouvait voir régulièrement les uns et les autres mais il ne délégua que partiellement cette possibilité. Tel proche avait le contact avec Castaing (RG) mais pas avec Clauss (Police), avec le second d'Alliance mais pas avec le chef de secteur, avec les résistants des PTT mais pas avec Résistance Fer, etc.

Ultérieurement, la Résistance organisa son propre service de renseignements et d'alerte, en liaison avec les réseaux et les différents services noyautés. Après le 6 juin, une partie de la centralisation des informations bascula vers l'état-major FFI qui, par des relais dans les centraux, contrôlait la quasi-totalité du réseau téléphonique. Le PC et les principales unités étaient reliés par une ligne téléphonique, existante ou spécialement créée. Le central de Bourgneuf assurait l'écoute des conversations allemandes entre l'EMP 588 de ClermontFerrand et la kommandantur de Limoges. Une liaison permanente existait avec le SR Auvergne-Limousin du colonel Dudeux. En complément, un réseau de renseignements et d'alerte, connu sous le nom « chaîne des Z » (les indicatifs étaient composés de la lettre Z suivie de deux chiffres), surveillait les principaux axes routiers. Par ailleurs, chaque unité avait son propre service de renseignements local, avec le concours des populations environnantes.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'organisation du renseignement en Creuse fut créée de toutes pièces par ceux qui en eurent la charge, sans avoir jamais reçu de directives de Londres ni de l'état-major régional ou national. Elle bénéficia évidemment de l'assistance des réseaux tels Alliance et Ajax mais plus sous forme d'apports que de conseils ou de formation. Simple exemple : Alliance avait, pour son travail propre, des éléments précis d'identification des unités allemandes ; ils ne furent jamais communiqués à ceux qui, dans la Résistance, en auraient eu besoin. Peut-être parce qu'ils ne furent jamais demandés, plus vraisemblablement en fonction des règles de cloisonnement.

Tout ce qui fut réalisé avant et après le débarquement, qu'il s'agisse des écoutes, de l'utilisation des centraux téléphoniques, des lignes clandestines, etc., le fut sur l'initiative de quelques hommes, en fonction de leurs connaissances professionnelles et de leur esprit d'initiative. Ce n'est qu'après la Libération qu'il furent envoyés dans des centres de formation spécialisés !<sup>9</sup>

## **Conclusion**

**Les dispositions prises contre la Résistance par le gouvernement de Vichy et son appareil répressif se fondaient, comme il se doit, sur des textes législatifs et réglementaires pris et appliqués dès juillet 1940, complétés au fil du temps. La répression s'accrut à partir du retour de Laval au pouvoir en avril 1942 et avec les accords Bousquet-Oberg qui assuraient, moyennant contre-partie, l'autorité française sur les forces de police. Elle s'accrut avec la formation des maquis et la création du service du maintien de l'ordre, d'abord sous l'autorité de Bousquet, puis en 1944 sous celle de Darnand.**

**La Milice, créée début 1943, apporta des supplétifs aux autorités de Vichy et à l'occupant. Son rôle et ses crimes sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. La R5 eut particulièrement à souffrir des forces de répression commandées par de Vaugelas.**

**En Creuse, la Milice fut souvent bridée dans ses initiatives par les services noyautés, par une efficace coopération entre la Résistance et les réseaux, notamment Ajax. Elle oeuvra contre le préfet Vasserot, contre Castaing et les RG, contre Clauss et le commissariat, contre les gendarmes qui ne l'aimaient guère. Ce qu'elle ne pouvait pas obtenir par la voie normale, elle essaya de se le procurer par d'autres moyens. Par exemple, le préfet lui ayant refusé la liste des juifs, elle tenta de soudoyer le personnel de la préfecture. Pour connaître les activités de Castaing, elle tenta de soudoyer sa secrétaire. La Milice porte, en Creuse comme ailleurs, la responsabilité de nombreuses arrestations, notamment à Aubusson. La Creuse n'eut pas d'antenne du SD ni de la Gestapo. Tout était centralisé à Limoges. On connaît, pour l'essentiel, les méfaits de ces services, les arrestations au sein des réseaux et leurs conséquences tragiques, l'assistance qui leur était apportée par les services français et les agents recrutés directement. Il reste à « retrouver » leurs archives, au moins ce qu'il en reste, pour comprendre et éclairer bien des tragédies.**

**Les Alliés avaient besoin d'informations sur tout ce qui se passait en France et de moyens en vue de leurs opérations, puis du débarquement, donc de réseaux de renseignements et d'action. La Résistance avait besoin d'informations pour subsister, pour se protéger, et de moyens pour agir, donc là encore de réseaux de renseignements et d'action. Ce furent souvent les mêmes hommes qui associèrent leurs initiatives au profit des Alliés et de la Résistance. Leur recrutement se fit au gré des opportunités, de la bonne volonté et du courage des uns et des autres. Souvent aussi par relations et affinités. C'est à dessein que je n'ai pas évoqué certaines de ces**



**affinités car la communication suivante doit traiter du rôle de la franc-maçonnerie, laquelle joua un rôle important en Creuse comme dans tout le Limousin.**

---

<sup>1</sup> Ici Londres, Paris, La Documentation française, 1975.

<sup>2</sup> Colonel PASSY, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Paris, Odile Jacob, 2000.

<sup>3</sup> Marie-Madeleine FOURCADE *L'Arche de Noé*, Fayard, 1968.

<sup>4</sup> Ex-commandant des forces aériennes de la 5<sup>e</sup> armée.

<sup>5</sup> Intervention de Jean MICHAUD « Genèse de la résistance en Creuse », lors du colloque de Brive de 1998, Cinquante ans après mémoire et histoire.

<sup>6</sup> André GIRARD, *Le temps de la méprise*, France-Empire, 1965.

<sup>7</sup> Sources utilisées pour le réseau Alliance : Ici Londres, op. cit. ; Colonel PASSY, op. cit. ; Marie-Madeleine FOURCADE, op. cit. ; intervention de Jean MICHAUD op. cit. ; André GIRARD, op. cit. ; dossiers de M<sup>e</sup> Nougès ; dossiers Deroubaix et divers Alliance, communiqués par S. Cerclier ; dossiers Pithon, communiqués par sa fille ; extraits archives Alliance, communiqués par la fille de Me Nougès ; Archives nationales, extraits archives Alliance (Service recherche AERI) ; archives départementales de la Corrèze, dossier général Cochet, 976 W 91 ; divers Alliance (Opérations aériennes) ; dossiers divers association ; ouvrages divers.

<sup>8</sup> Colonel PASSY, op. cit.

<sup>9</sup> Sources : Colonel PASSY, op. cit. ; Paul PAILLOLE, *Services spéciaux*, Robert Laffont, 1975 ; Colonel REMY, *Mémoires d'un agent secret de la France libre*, France-Empire, 1983 ; *Les réseaux Action de la France Combattante*, Amicale Action, 1986 ; Hugh VERITY, *Nous atterrissons de nuit*, France-Empire, 1988 ; Henri NOGUERES, *Histoire de la Résistance en France*, Robert Laffont, 1967-1981, 5 vol. ; Roger FALIGOT et Rémi KAUFFER, *Service B*, Fayard, 1985 ; Comité d'histoire de la Poste et des Télécommunications - Institut d'histoire du Temps présent (CNRS), *L'oeil et l'oreille de la Résistance - Action et rôle des agents des PTT dans la clandestinité au cours du second conflit mondial*, Actes du colloque tenu à Paris les 21, 22, 23 novembre 1984, Editions ERES, 1986 ; André LAFARGE, *Résistance PTT en Limousin*, 1985 ; archives départementales de la Creuse (cotes diverses) ; Archives nationales, 72 AJ, dossier Vasserot ; Archives nationales, dossier BCRA ; Archives nationales - IHTP, dossier Ajax ; Archives nationales, extraits dossier Ajax (Service recherches de l'AERI) ; divers Archives centrales Gendarmerie ; dossiers divers association.